

Faits marquants du Congrès mondial de la nature de l'IUCN: Samedi 4 septembre 2021

La deuxième journée du Congrès mondial de la nature de l'IUCN a été dominée par le Forum, qui comprend plus de 600 sessions sur les aspects économiques, sociaux, scientifiques et techniques des questions couvrant les domaines thématiques du Congrès.

Les faits saillants de la journée ont inclus:

- La séance d'ouverture du Forum, au cours de laquelle des participants de haut niveau ont souligné la nécessité et l'opportunité de réaliser un changement transformationnel;
- L'ouverture parallèle de sept plénières, abordant les thèmes du Congrès; et
- Une session interactive discutant des applications de la biologie synthétique pertinentes à la conservation de la biodiversité, avec différents avis déposés, qui pourraient déborder sur les discussions sur la motion pertinente au cours de l'Assemblée.

Ouverture du forum

L'ouverture du Forum a fixé l'ordre du jour général des discussions sur les sept thèmes du Congrès. Jayathma Wickramanayake, Envoyée du Secrétaire général des Nations Unies pour la jeunesse, a animé la session, organisant la discussion sur les opportunités et les moyens de les réaliser.

Le directeur général de l'IUCN, Bruno Oberle, a déclaré que la pandémie a révélé notre interrelation avec la nature, qui est «notre plus grande infrastructure». Soulignant que le changement climatique est visible pour tous alors que la biodiversité «est en train de s'effacer de manière plus silencieuse», il a affirmé que notre existence est en jeu si des mesures urgentes ne sont pas prises. Il a en outre indiqué que les plans de relance ne doivent nuire ni à la nature ni au climat, et qu'un pourcentage raisonnable doit être investi dans la reconstruction du capital naturel.

Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, France, a souligné qu'il n'y aura pas de développement si ce dernier n'est pas lié à la transition écologique. Elle a appelé à la dé-carbonisation, soulignant que cette transition ne concerne pas les restrictions, mais les facteurs et les opportunités. Elle a développé les mesures spécifiques que les gouvernements doivent prendre, telles que la rénovation des bâtiments, la modification des marchés publics et la publicité sur l'impact environnemental.



Directeur général de l'IUCN, Bruno Oberle

Frans Timmermans, Commission européenne, a souligné que l'humanité a une opportunité incroyable pour une réinitialisation fondamentale, avertissant que si la transition n'est pas réussie, les générations futures «se livreront à des guerres pour l'eau et la nourriture». Il a indiqué que les marchés ne peuvent pas tout résoudre, appelant à réinventer la réglementation.

Ana María Hernández Salgar, présidente de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), a appelé à des passerelles institutionnelles entre les communautés médicales, vétérinaires et de conservation pour réduire le risque de futures pandémies. Elle a réitéré les liens entre la biodiversité, le changement climatique et la santé, appelant à l'intégration des considérations de biodiversité dans tous les secteurs.

Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne, a souligné la nécessité d'éliminer les subventions aux combustibles fossiles et de fixer un prix du carbone, et a énuméré trois facteurs qui incitent les banques centrales à intégrer le climat dans la politique monétaire: la priorisation de la science; l'activisme, en particulier chez les jeunes; et les mécanismes de responsabilisation.

Nisreen Elsaïm, Groupe consultatif des jeunes des Nations Unies sur le changement climatique, a souligné que la diffusion des connaissances était la première étape du développement de la solidarité nécessaire pour faire face à la crise environnementale. Elle a évoqué la nécessité d'une action audacieuse de toutes les régions, en particulier des principaux pollueurs.

Yannick Glemarec, directeur exécutif du Fonds vert pour le climat (FVC), a convenu qu'il est essentiel d'écologiser la relance économique et a souligné que les pays en développement ont besoin d'accéder à la finance verte, avec jusqu'à 4 000 milliards de dollars nécessaires pour se détourner des activités non durables.

Plénières thématiques

Droits et gouvernance: La séance plénière d'ouverture, animée par Valérie Dekimpe, journaliste de radiodiffusion, a présenté un groupe de discussion multiculturel, qui a échangé des points de vue sur l'interconnexion étroite entre les droits, la gouvernance équitable des ressources et la conservation de la nature.



Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, France



Carlos Manuel Rodriguez, PDG, Fonds pour l'environnement mondial (FEM)

Carlos Manuel Rodriguez, PDG du FEM, a souligné la nécessité de: reconnaître pleinement les peuples autochtones en tant qu'acteurs politiques; investir massivement dans la bonne gouvernance au niveau national; et remédier aux défaillances institutionnelles. José Gregorio Díaz Mirabal, coordinateur des organisations autochtones du bassin de l'Amazonie, a souligné la motion visant à protéger 80% de l'Amazonie d'ici 2025, encourageant le respect des droits politiques et territoriaux des peuples autochtones. Se concentrant sur le rôle des femmes en tant que gardiennes de la biodiversité, Cécile Ndjebet, du Réseau des femmes africaines pour la gestion communautaire des forêts, a mis l'accent sur la prise en compte et l'inclusion du genre, ainsi que sur la sécurité foncière.

David Boyd, rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits humains et l'environnement, a mis en exergue que les droits humains doivent être placés au cœur de toutes les actions de conservation, soulignant que le modèle économique existant «fait la guerre à la nature». Melinda Janki, Justice Institute Guyana, a décrit les efforts déployés pour lutter contre le forage pétrolier offshore en Guyane, soulignant que les droits doivent être protégés par la loi pour être correctement respectés. Victoria Tauli-Corpuz, Fondation Tebtebba, a souligné que la gouvernance autochtone est efficace et que les droits des peuples autochtones sont essentiels pour un avenir durable.

Changement climatique: La Directrice générale adjointe de l'UICN, Grethel Aguilar, a modéré la session. Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, France, a déclaré que «la nature est un allié climatique, pas un réceptacle passif de politiques».

Au sujet de la COP 26, Patricia Espinosa, Secrétaire exécutive de la CCNUCC, a appelé à la mobilisation d'investissements neutres ou positifs en matière de biodiversité pour l'action climatique. Laurent Fabius, président de la COP 21, a déclaré que la COP 26 doit mettre en œuvre et renforcer, et non réinventer, l'Accord de Paris. Nigel Topping, champion de haut niveau de l'action pour le climat des Nations Unies, a exhorté à transformer l'ambition en action éclairée par la science.

S'agissant des efforts nationaux, Nancy Tembo, ministre des Forêts et des Ressources naturelles du Malawi, a décrit les initiatives visant à garantir que les communautés assurent la régénération des forêts. Patricia Danzi, directrice générale de l'Agence suisse pour le développement et la coopération, a mis l'accent sur l'engagement avec le secteur financier en faveur de la conservation de la nature.

Les acteurs non étatiques Mina Setra, l'Alliance des peuples autochtones de l'archipel, ont appelé à combiner des solutions naturelles et communautaires, et Harry Brekelmans, Royal Dutch Shell, a présenté la stratégie d'entreprise à quatre piliers de l'entreprise: s'assurer de la viabilité financière; respecter la nature; alimenter des vies; et zéro émission nette d'ici 2050.

Systèmes économiques et financiers: Marianne Haahr, Green Digital Finance Alliance, a modéré la séance. Bruno Oberle, UICN, a souligné les énormes opportunités offertes, potentiellement liées à la transformation du secteur industriel, qui pourraient égaler un plan Marshall multiplié par 100.



Loïc Fauchon, président du Conseil mondial de l'eau

Déplorant une biosphère stressée au-delà de l'imagination, Partha Dasgupta, de l'Université de Cambridge, Royaume-Uni, a exhorté les entreprises à divulguer les risques tout au long des chaînes d'approvisionnement afin de permettre aux consommateurs de prendre des décisions éclairées.

Deux tables rondes ont suivi. La première était axée sur la reprise économique fondée sur la nature. Y étaient présents, Elliott Harris, UNDESA; Jennifer Morris, The Nature Conservancy; Magali Anderson, Holcim; Antoine Sire, BNP Paribas; et Yannick Glemarec, GCF. Les discussions y ont porté sur les points suivants: faire correspondre les investissements privés favorables à la nature avec le financement public; échanges de dettes contre action en faveur de la nature; une meilleure comptabilité des services écosystémiques; et les critères de prêt fondés sur le respect de la nature.

La deuxième table ronde a abordé les déclencheurs d'action et a mis en présence les intervenants suivants: Baomiatotse Vahinala Raharinirina, ministre de l'Environnement et du Développement durable, Madagascar; Kevin Urama, Institut africain de développement; Preston Hardison, Fondation Tebtebba; Raffaello Cervigni, Banque mondiale; et Robyn Seetal, IkTaar Sustainability. Les discussions y ont porté sur: les bilans de simulation de crise, l'intégration de la nature dans les critères de prêt, le financement pour la nature et l'implication des jeunes et des peuples autochtones dans la prise de décisions.

Eau douce: La session était modérée par Paul Logan, biologiste marin. Ouvrant la session, Loïc Fauchon, président du Conseil mondial de l'eau, a fait observer que l'eau est au centre des solutions fondées sur la nature, même si elle n'est souvent pas prioritaire en tant que telle.

Bérangère Abba, Secrétaire d'Etat à la Biodiversité, France, a souligné les efforts nationaux visant à restaurer et purifier les ressources en eau, y compris les plans directeurs pour le développement et la gestion de l'eau.

Elizabeth Mrema, Secrétaire exécutive de la CDB, a souligné les menaces pesant sur l'eau douce, notant que la gestion des systèmes d'approvisionnement en eau s'est concentrée sur l'approvisionnement en eau à usage domestique sans garantir l'intégrité des fonctions de l'eau.

Martha Rojas Urrego, Secrétaire générale de la Convention de Ramsar, a qualifié les zones humides de puits de carbone les plus efficaces, essentielles pour la purification et la recharge de l'eau, ainsi que pour d'autres objectifs de développement.

Les tables rondes ont en outre mis en exergue: l'eau en tant qu'«habitat caché», avec sa propre faune et sa flore uniques; la nécessité de reconsidérer l'utilisation de l'eau et d'adopter des technologies émergentes; la stratégie du Fonds vert pour le climat pour la conservation et la réutilisation de l'eau en utilisant des mécanismes de financement innovants; des mesures pour intégrer la gestion de l'eau et la protection des écosystèmes; le soutien des Pays-Bas pour la gestion des bassins hydrographiques; et le rôle des jeunes dans la protection de la biodiversité des eaux douces.

Océans: Jessica Nabongo, PDG de The Catch Me if You Can, a ouvert la session. Peter Thomson, envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'océan, a souligné le



Olga Letykai-Csonka, ethnologue

rôle de l'océan dans la sécurité humaine et a encouragé tous à soutenir la décennie des Nations Unies consacrée aux sciences océaniques pour le développement durable. De nombreux intervenants ont présenté des initiatives, notamment: zéro fuite de plastique en France d'ici 2030, la gouvernance en haute mer et la conservation de l'océan Antarctique.

Au cours de la table ronde axée sur la science, les conférenciers ont présenté de nouveaux outils: le Global Fishing Index et le Marine Manager, qui, respectivement, évalueront les stocks de poissons à l'échelle mondiale et suivront les activités de pêche par satellite. Les conférenciers ont souligné que des données de meilleure qualité et plus accessibles sont nécessaires pour faire progresser la pêche dans une voie durable. Ils ont ajouté que les connaissances locales de tous les praticiens doivent être incluses dans ces outils et évaluations, ainsi que des financements plus innovants pour promouvoir la gestion durable des pêches, par exemple par le biais de subventions, de mécanismes de financement mixte et d'une divulgation accrue des risques.

Paysages: Anna Jones, journaliste, a modéré la session. Harvey Locke, président du groupe de travail de la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN (CMAP) Groupe de travail au-delà des objectifs d'Aichi, a appelé à lier les actions menées dans le cadre des programmes sur le climat et sur la biodiversité, et a exhorté toutes les conventions des Nations Unies à adopter un objectif de haut niveau visant à atteindre une nature équitable et un monde positif et neutre en carbone. Cristelle Pratt, Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, a appelé à: un rééquilibrage des stratégies de croissance économique; l'adoption d'une approche holistique des systèmes alimentaires; et la garantie de la mise en œuvre des engagements environnementaux.

Josefa Tauli, Global Youth Biodiversity Network, a déclaré que la diversité biologique et celle culturelle sont trop souvent considérées comme opposées, mais en réalité, elles se renforcent mutuellement, car les peuples autochtones et les communautés locales stockent et préservent la biodiversité depuis des millénaires. Christiane Laibach, KfW Development Bank, a appelé à davantage de financements du secteur privé pour lutter contre la dégradation des écosystèmes et veiller à ce que ce financement atteigne le monde en développement. Achim Steiner, administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a déclaré que la conservation et la croissance peuvent être atteintes ensemble, et que l'utilisation des terres est un bon indicateur de la capacité d'une économie à rapprocher les gens et la nature.

Connaissance, innovation et technologie: Penelope Smart, UICN, a ouvert la session. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation, France, a souligné l'importance de la connaissance pour les progrès continus de la conservation. Smart a déclaré que les normes doivent être applicables dans le temps et applicables entre les sites et les normes.

Craig Hilton-Taylor, UICN, et Emily Nicholson, Deakin University, ont présenté respectivement la Liste rouge de l'UICN et la Liste rouge des écosystèmes de l'UICN.

Andy Plumtre, BirdLife International, a expliqué que la désignation de zone clé pour la biodiversité (ZCB) répondait à la nécessité d'un cadre unificateur pour étudier les sites importants pour la biodiversité. Lauren Weatherdon, du PNUE-Centre mondial de surveillance de la conservation, a parlé de l'initiative Protected Planet, qui est une agrégation de bases de données locales et nationales sur les aires protégées terrestres et marines. Edward Ellis, Integrated Biodiversity Assessment Tool (IBAT), a donné un aperçu de l'IBAT et de son application.

Shaikha Salem Al Dhaheri, secrétaire générale de l'Agence pour l'environnement d'Abu Dhabi, a déclaré qu'il existe de nombreuses opportunités et défis pour l'utilisation des données et des outils de connaissance de l'UICN. Olivier Langrand, directeur exécutif du Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques, a souligné l'importance d'utiliser les données et les outils disponibles pour garantir un financement efficace. Stuart Butchart, BirdLife International, a déclaré que les indicateurs sont essentiels pour suivre les progrès de la mise en œuvre. Seynabou Ba, fondatrice et PDG de ESG Africa, a parlé de l'utilisation des produits de connaissance de la biodiversité et de la conservation dans le secteur privé.

Mise à jour de la Liste rouge de l'UICN

Bruno Oberle a déclaré que la dernière évaluation apporte de l'espoir, citant comme exemple, des preuves montrant que certaines populations de thon se rétablissent lentement.

Penelope Smart, de l'UICN, a déclaré que la nature est en difficulté, soulignant la nécessité d'une bonne intelligence et d'informations basées sur une science solide pour résoudre le problème, ce qui est l'objectif de la Liste rouge de l'UICN. Beth Polidoro, Arizona State University, a déclaré que la baisse de la perte de thon montre qu'une pêche durable est possible.

Les questions du parterre ont porté sur: les critères utilisés pour les évaluations; une augmentation des requins et des raies répertoriés comme menacés; et l'inscription de plus de 4 000 nouvelles espèces, dont des arbres et des champignons.

Dialogue Spiritualité et Nature: responsabilité, inspiration et changement de comportement

Cette session a été modérée par Grèthel Aguilar, Directrice générale adjointe de l'UICN. Le cardinal Peter Turkson, premier préfet du Vatican, a déclaré que l'humanité s'est trompée en essayant de plutôt contrôler et de dominer la Terre, que de la conserver et de la protéger pour s'assurer qu'elle puisse continuer à soutenir la vie humaine. Olga Letykai-Csonka, ethnologue, a déclaré que toute la nature est animée et vivante, et a souligné la nécessité de vivre spirituellement en harmonie avec la nature. Soulignant que la majorité de la population mondiale est spirituelle ou religieuse, Thomas Schirmacher, secrétaire général et PDG de l'Alliance évangélique mondiale, a déclaré que le changement sociétal requis nécessite un soutien spirituel et religieux, promouvant la compréhension que la protection de la nature fait partie de la foi.

Matthieu Ricard, fondateur de Karuna Shechen, a déclaré que tout est interconnecté et que l'humanité doit œuvrer pour une justice sociale accrue et une harmonie durable avec la nature. Fazlun Khalid, fondateur de la Fondation islamique pour l'écologie et les sciences de l'environnement, a déploré que les humains aient transformé la Terre d'une source à nourrir en une ressource à exploiter. Il a déclaré que la société doit se déconnecter du consumérisme, s'éloigner d'un programme de croissance qui pille la Terre de ses ressources naturelles. Sadhvi Bhagawati Saraswati, Parmarth Niketan, Inde, a déclaré que la société doit reconnaître l'unité au lieu de la séparation, pour passer du « moi au nous, de la maladie au bien-être ». De nombreux orateurs ont souligné la règle d'or consistant à traiter son voisin comme soi-même comme essentiel à la conservation.

Le cardinal Turkson a clôturé la session, par des réflexions sur la nécessité de passer d'un état d'esprit de domination à un état d'esprit de compassion. Il a rappelé au public qu'il est essentiel de respecter la dignité de la nature et de travailler ensemble pour prendre soin de notre demeure commune.

Frontières génétiques pour la conservation

Cette session, modérée par Julie Shapiro, Keystone Policy Center, était axée sur la biologie synthétique. En 2016, les membres de l'UICN ont demandé une évaluation des applications de la biologie synthétique, pertinentes pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité. De nombreux membres du Groupe de travail de l'UICN sur la biologie synthétique et la conservation de la biodiversité ont participé à cette session.

Kent Redford, Archipelago Consulting, a présenté le contexte de l'évaluation des frontières génétiques pour la conservation. Il a déclaré que ce problème affecte profondément deux groupes de personnes distincts: ceux qui ne peuvent pas imaginer que davantage de technologie puisse aider la nature, car la nature est déjà gravement affectée par la technologie; et ceux qui trouvent de l'espoir dans de nouveaux outils potentiels. Lydia Slobodian, Université de Georgetown, a présenté les points saillants du chapitre sur la gouvernance de l'évaluation, faisant état des défis associés à la définition de la biologie synthétique comme étant basée sur un processus ou un produit, un manque de clarté sur les juridictions nationales et l'accessibilité de la biologie synthétique.

Elizabeth Bennett, Wildlife Conservation Society, s'est concentrée sur les applications destinées aux avantages de la conservation, mettant l'accent sur les risques et les avantages. Concernant l'atténuation des menaces, elle a souligné les applications du forçage génétique contre les espèces envahissantes et le potentiel de produire des espèces génétiquement identiques, luttant ainsi contre le commerce des espèces sauvages. S'agissant de l'adaptation des espèces, elle a mis l'accent sur l'augmentation de la résilience génétique et la lutte contre les maladies. Hilde Eggermont, Coordinatrice Stratégique, Plateforme Belge de la Biodiversité, a abordé les candidatures non directement destinées aux avantages de la conservation. Mettant en exergue les conséquences potentielles à la fois positives et négatives, elle a souligné les applications de la lutte antiparasitaire; l'ingénierie environnementale, y compris la biorestauration et l'exploitation minière biologique; et l'évolution des frontières en biologie synthétique.

Dan Tompkins, Predator Free 2050, a souligné d'importantes lacunes dans les connaissances et la nécessité d'une prise de conscience accrue des conséquences potentielles pour mieux éclairer les discussions futures. Concernant les conséquences imprévues, il a souligné les impacts potentiels sur les espèces non ciblées, l'équité mondiale et l'autodétermination des peuples autochtones. Ann Kingiri, Centre africain d'études technologiques, s'est concentrée sur les applications agricoles. Elle a souligné les avantages potentiels, y compris la résistance aux maladies et l'éradication des espèces envahissantes, et a souligné les lacunes dans les connaissances, exhortant la conduite de programmes de sensibilisation.

Aroha Mead, Biological Heritage National Science Challenge, s'est concentrée sur le processus de renforcement de la confiance avec les peuples autochtones avant de discuter du partage des avantages technologiques. Aileen Lee, Gordon and Betty Moore Foundation, a exhorté les écologistes à ne pas rester sur la touche en refusant le partage des avantages, mais à adopter une approche proactive de la biologie synthétique.



Kent Redford, Archipelago Consulting

Todd Kuiken, de l'Université d'État de Caroline du Nord, a souligné les récentes activités de la CDB liées à la biologie synthétique, y compris le groupe d'experts techniques spécial.

Thomas Brooks, scientifique en chef, UICN, a réfléchi à la manière dont la communauté de la conservation devrait s'engager avec l'industrie ou l'agriculture, secteurs où la conservation n'est pas une priorité. Il a souligné que la discussion sur la biologie synthétique ne se déroule pas dans le contexte d'un environnement vierge, citant des exemples où la conservation traditionnelle n'a pas de réponses efficaces documentées.

Des discussions ont suivi, notamment sur: l'évaluation des risques et des avantages potentiels; les enseignements du passé tirés du développement technologique; donner la priorité aux techniques de conservation traditionnelles avant d'appliquer de nouvelles technologies; et la question de savoir si un mécanisme de gouvernance pourrait potentiellement arrêter les applications de biologie synthétique.

Débloquer une récupération basée sur la nature: comment reconstruire après la pandémie

Keith Tuffley, Citi, a modéré la session. Bruno Oberle, UICN, a appelé à des investissements qui n'aggravent pas la crise de la biodiversité et qui réservent au moins 10 % au profit direct de la nature. Rémy Rioux, de l'Agence française de développement, a déclaré que la formation aux solutions basées sur la nature peut permettre aux acteurs financiers d'augmenter les ressources financières positives pour la nature.

Deux groupes de discussions ont suivi. Le premier comprenait Mari Pangestu, Banque mondiale; Odile Renaud-Basso, présidente, Banque européenne pour la reconstruction et le développement; Yannick Glemarec, directeur exécutif, FVC; Izabella Teixeira, Panel international de ressources; et Achim Steiner, Administrateur, PNUD. Les discussions visant à débloquer le développement positif pour la nature comprenaient les mesures suivantes: adopter une approche intégrée et globale de l'économie; et mesurer et gérer les risques pour la nature par le biais d'un groupe de travail sur les informations financières liées à la nature. Tuffley a conclu qu'il n'y a pas de pénurie de capital mais que le capital doit passer à un développement positif pour la nature qui génère des co-avantages pour la biodiversité et les moyens de subsistance.

Le deuxième groupe de discussions comprenait: Baomiavotse Vahinala Raharinirina, ministre de l'Environnement et du Développement durable, Madagascar; Najib Balala, secrétaire du Cabinet pour le tourisme, Kenya; Han Jeoung-ae, ministre de l'Environnement, République de Corée; Victoria Tauli-Corpuz, Fondation Tebtebba; et Patrick Odier, Banque Lombard Odier & Co. Les discussions y ont porté sur: la collaboration avec les communautés locales pour préserver la nature et prioriser la création de chaînes de valeur qui n'aggravent pas la crise de la biodiversité; la nécessité de créer des emplois, d'investir dans la conservation et le tourisme et de répondre aux besoins de financement de ces secteurs à la suite de la pandémie; le Green New Deal de la République de Corée et les stratégies différenciées pour se remettre de la COVID-19; la nécessité de placer les droits humains au centre de la conservation; et la façon dont le secteur financier peut inciter les consommateurs à investir dans des solutions fondées sur la nature.

Conférence de presse sur le Sommet mondial des peuples autochtones

La conférence de presse sur les résultats du Sommet mondial de l'UICN sur les peuples autochtones et la nature, qui a eu lieu le 3 septembre 2021, a porté sur l'adoption de l'Agenda mondial des peuples autochtones pour la gouvernance des terres, territoires, eaux, mers côtières et ressources naturelles autochtones. Elle comportait un groupe composé de représentants des organisations de peuples autochtones (IPO) et a souligné l'importance de reconnaître et d'inclure la prise en compte de l'agenda autochtone lors de l'élaboration des politiques et de la mise en œuvre des mesures de conservation. Les participants ont également discuté: de la capacité de gestion adaptative des peuples autochtones et des communautés locales (PACL); de la garantie de la participation des femmes et des jeunes autochtones; et de la reconnaissance du droit des PACL au consentement libre, préalable et éclairé.